

Réforme du lycée

Pour une réforme réussie,

la FCPE Occitanie demande un report dans sa mise en œuvre

La réforme du lycée initiée cette année pour les classes de seconde (génération 2003) prévoit une refonte de la structure des enseignements et une évolution du bac. S'il est vrai que certains aspects de cette réforme répondent, sur le papier, aux attentes de la FCPE, à savoir :

- La fin des filières, et notamment de l'hégémonie du Bac « S » ;
- La prise en compte du contrôle continu dans le passage du Bac ;
- Un parcours individualisé permettant à l'élève de concrétiser ses appétences ;
- Un socle commun comportant une culture scientifique pour tous ;
- Et un accompagnement à son orientation ;

La réalité de ce qui est proposé correspond à un rendez-vous manqué !

Nos constats

I. Le mirage des spécialités

- Disparité de l'offre de spécialités dans les lycées.
- Constitution de « menus » dans certains établissements qui recréent de facto les anciennes filières.
- Abandon d'une spécialité en terminale, classe d'approfondissement ? Ou hyperspécialisation quand il vaudrait mieux élargir les choix.
- Une fausse liberté de choix ; toutes les combinaisons ne pourront être assurées par les établissements.

II. La réforme du « bac pro » : le paradoxe d'un professionnalisme amoindri

- Le retour à une seconde « indifférenciée » diminue d'un an le temps de professionnalisation en réservant la pratique à la première et à la terminale.
- Une vision utilitariste : les matières générales perdent entre 10% et 25% de leur volume horaire. Une formation qui éloigne encore plus de la possibilité de reconnecter avec des études supérieures.
- L'introduction du « chef d'œuvre » ou de la « co-intervention », sans qu'aucun contenu n'ait été discuté en amont avec les enseignants.

III. Une réforme pensée et mise en œuvre sans concertation avec le Supérieur

- Pas de réflexion sur l'impact d'un choix à la carte pour l'entrée dans le Supérieur.
- Risque pour les élèves de se voir refuser l'accès à certaines formations faute d'un choix judicieux de spécialités.
- Des attendus du Supérieur non alignés aux nouveaux programmes et au nouveau baccalauréat (aucune vision de la terminale aujourd'hui).
- Des profils nouveaux en perspective que le Supérieur devra intégrer sur d'autres critères que la série de baccalauréat.
- Difficulté pour les familles de se projeter sur le Post-bac

IV. Un nouveau format du bac qui combiné à la réforme est porteur d'iniquité

- Un contrôle continu basé sur des épreuves partielles tout au long de l'année : pression et risque de bachotage accru.
- Des critères de notation pouvant varier d'un établissement à l'autre.
- Une pondération effectuée par le Supérieur en fonction du lycée d'origine et donc de son « niveau » : cette pondération ouvre la porte à toutes les injustices et stigmatisations sociales et territoriales.

V. L'argument de la réforme : fin de l'hégémonie des bac S, un leurre

- Disparition des mathématiques dès la première, un enseignement scientifique de deux heures inscrit dans le tronc commun (combiné de SVT, physique-chimie, mathématiques calculatoires).
- Obligation de prendre une spécialité mathématiques pour poursuivre cette matière : le retour des mathématiques sélectives eu égard au contenu des programmes.
- Impossibilité d'envisager un parcours mêlant humanités et sciences.

VI. 2003, une génération sacrifiée sur l'autel des réformes

- Des nouveaux programmes pour la rentrée 2019-2020 s'adressant à des 2^{nde} qui auront travaillé les « anciens programmes ».
- Des compétences de première à approfondir pour des élèves qui ne les ont pas abordées en seconde.
- Des programmes chargés, massivement rejetés par les enseignants et la FCPE lors du dernier CSE (Conseil supérieur de l'éducation).
- Un manque de cohérence dans les programmes.
- Des secondes qui n'ont pas bénéficié pour la plupart des 54 heures d'accompagnement à l'orientation : d'où la difficulté à choisir des spécialités.

Une vraie réforme c'est celle du consensus, celle issue du débat au sein de l'ensemble de la communauté éducative : élèves, parents et enseignants.

Autant de raisons qui nous conduisent à demander un moratoire à cette réforme pour que soit conduite une véritable consultation de la communauté éducative.

13 propositions pour une réforme réussie

- 1. Reporter la mise en place de la réforme :**
 - pour permettre aux actuels élèves de seconde de passer "l'ancienne" mouture du baccalauréat, et aux enseignants de se saisir des nouveaux programmes graduellement, afin de les mettre en œuvre efficacement.
 - pour revoir les programmes en concertation avec les partenaires et les alléger.
 - pour permettre à la concertation avec le Supérieur d'aboutir et d'être exhaustive.
- 2. Élargir l'offre des spécialités** au sein des établissements qui n'en proposent que 7 sur 12, en particulier dans les lycées hors grandes agglomérations.
- 3. Réintroduire des mathématiques accessibles à différents profils dans le tronc commun** des premières et terminales.

4. Revoir l'examen dans la perspective d'un contrôle continu mieux réparti entre la première et la terminale.
5. Organiser et assurer gratuitement le déplacement des élèves suivant une spécialité de leur choix en dehors de leur établissement.
6. Renforcer l'accompagnement à l'orientation des secondes durant les deux derniers trimestres afin de faciliter un choix plus éclairé des élèves.
7. Mettre en place une année de transition pour les élèves en recherche d'orientation.
8. Revoir réellement les prérequis d'admission dans le Supérieur pour permettre la diversité des parcours en tout premier lieu dans le post bac directement géré par le ministère de l'éducation nationale (STS, CPGE).
9. Retirer le nom du lycée d'origine dans Parcoursup.
10. Rétablir la professionnalisation dès la seconde pour les Bac pro et réintroduire la culture générale.
11. Inscrire tous les stages au passeport formation (compte personnel de formation).
12. Étendre la prime de 500€ actuellement octroyée aux apprenti-e-s, aux lycéens de bac professionnel.
13. Dispenser la formation des enseignants en dehors du temps devant les élèves.